

LETTRE DE SOUTIEN POUR LA RECONNAISSANCE, LA PROTECTION ET LA PARTICIPATION DES DÉFENSEURS DES DROITS DE L'HOMME DANS LE DOMAINE DE L'ENVIRONNEMENT

Notre planète est confrontée à une grave et à de multiples crises ambiantes, qui incluent le changement climatique, la maison, la pauvreté, la déségalité, la contamination, les violations des droits humains et la perte de la biodiversité, entre autres. Les défenseurs des droits humains ambiants (DHAA) sont la force motrice qui donne l'impulsion aux mesures urgentes pour aborder cette crise. Sans embargo, votre guide est très coûteux. Global Witness informe que moins de 2 100 défenseurs environnementaux seront assassinés entre 2012 et 2023. De plus, un tiers des défenseurs assassinés en 2022 appartiendront aux villages autochtones. Selon l'information de 2022 de l'Alliance pour les défenseurs de la terre, les indigènes et le milieu ambiant (ALLIED), les défenseurs ambiants sont tous plus objets de violence, de campagnes de répression, de criminalisation et d'autres formes de violence. Parallèlement, cela restreint la participation de la société civile et du DHAA aux processus de décision. Dans ce contexte, nous pensons que les gouvernements peuvent également être des acteurs du changement et, comme ces histoires, ont une responsabilité envers toutes les personnes qui luttent contre cette crise.

Les entreprises de cette charte collaborent instantanément avec d'autres dirigeants gouvernementaux et institutions internationales avec les défenseurs des droits humains ambiants, y compris les femmes défenseurs, les peuples autochtones, les communautés locales et la société civile, pour aborder les mesures qui s'offrent à eux. faire des compromis avec votre protection et votre inclusion de manière significative dans la prise de décisions concernant les processus climatiques et ambiants au niveau mondial, régional et national. Il y a des exemples positifs en fonction de ces objectifs, y compris les compromis et les efforts dans le cadre de la Convention d'Aarhus, l'Acuerdo d'Escazu et son Plan d'action sur les défenseurs des droits humains dans les affaires ambiantes, et la résolution 40/11 du Conseil des droits humains de l'ONU et la résolution 78/216 de l'Assemblée générale, sans mentionner l'Acuerdo de Paris et la propre Convention Marco de las Naciones Unidas sur le changement climatique. Sans embargo, renforcer la coordination de ces efforts bénéficiera énormément de la promotion nécessaire d'une enquête centrale sur les droits humains qui reconnaissent et facilitera un entorno sécurité pour les personnes défendues. Nous avons donc un appel urgent à convoquer un dialogue mondial permanent entre plusieurs parties intéressées comme espace de collaboration pour l'échange d'informations, la diffusion de bonnes pratiques et la coordination des activités pour définir des solutions politiques mondiales et régionales, avec les défenseurs des droits des personnes. droits humains ambiants dans le centre de ce travail. Cet espace de collaboration peut faciliter le dialogue en matière de compromis et d'opportunités pour :

Garantir un entorno sûr et approprié pour les personnes défendant les droits humains ambiants, de façon à ce qu'ils puissent agir et exercer leurs libertés fondamentales, et promouvoir des solutions climatiques sans mesures, restrictions, représailles ni sécurité.

Promouvoir la participation significative et inclusive des personnes défendant les droits humains ambiants et de la société civile dans les processus de décision.

Partagez de bonnes pratiques et des exemples entre pays qui ont inspiré les cadres collaborateurs pour la protection.

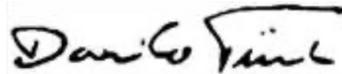
Élaborer des politiques et des mécanismes de protection pour les personnes défendant les droits humains ambiants, fondés sur des données solides sur les nécessités des diverses personnes défendant les droits humains ambiants et les mesures qui s'offrent à eux, et travailler avec elles pour aborder.

Nous pensons fermement que seuls, avec le leadership et l'action décidés, nous pouvons promouvoir la participation active des défenseurs des droits humains ambiants, alors que nous abordons le scénario critique dérivé de la déforestation, de la perte de biodiversité, de la contamination et du changement climatique. Alors que nous nous préparons pour les réunions à Belém pour le 30.^e Conférence des Nations Unies sur le changement climatique, nous avons une opportunité pour donner une action. Les principaux risques que nous avons à cause du changement climatique ne peuvent pas être abordés par la personne qui agit seule, et beaucoup moins perjudiciable pour les principales personnes affectées. Nous avons pour mission de concevoir cet espace collaboratif et de construire une société plus inclusive et équitable de tous les citoyens, indépendamment de leur génération, de leur race, de leur origine et de leur éducation, de leur voix et de leur vote pour la construction de leur présent et de leur avenir.



Albert K Barume

Rapporteur spécial des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones



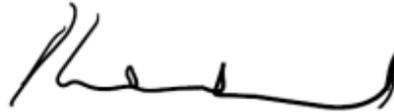
Danilo Türk

Président du Club de Madrid et Président de la Slovaquie (2007-2012)



Aleksander Kwasniewski

Président de la Pologne (1995-2005) et Membre du Club de Madrid



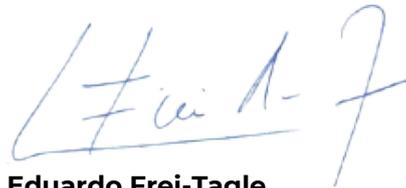
Doris Leuthard

Présidente de la Confédération suisse (2010-2017) et Membre du Club de Madrid



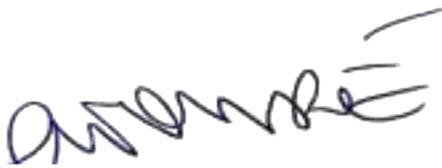
Allyson Maynard-Gibson KC

Ancienne procureure générale, Ministre des Affaires juridiques des Bahamas et Conseillère du Club de Madrid



Eduardo Frei-Tagle

Président du Chili (1994-2000) et Membre du Club de Madrid



Aminata Touré

Première ministre du Sénégal (2013-2014) et Membre du Club de Madrid



Elbegdorj Tsakhia

Président de la Mongolie (2009-2017) et Membre du Club de Madrid



Carlos Alvarado

Président du Costa Rica (2018-2022) et Membre du Club de Madrid



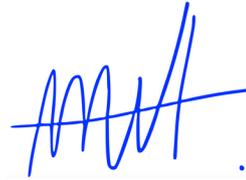
Han Seung-soo

Premier ministre de Corée (2008-2009) et Vice-Président du Club de Madrid



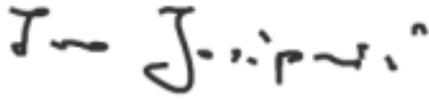
Helen Clark

Première ministre de Nouvelle-Zélande (1999-2008)
et Membre du Club de Madrid



Michel Forst

Rapporteur spécial sur les défenseurs de
l'environnement au titre de la Convention d'Aarhus



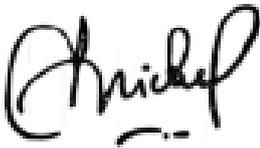
Ivo Josipović

Président de la Croatie (2010-2015)
et Membre du Club de Madrid



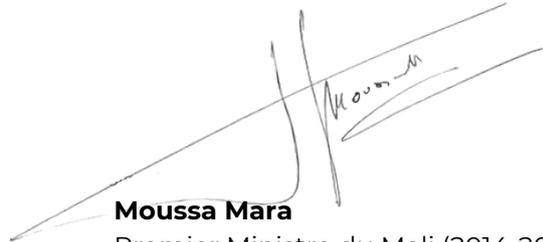
Michelle Bachelet

Présidente du Chili (2006-2010 ; 2014-2018)
et Vice-Président du Club de Madrid



James Michel

Président des Seychelles (2004-2016)
et Membre du Club de Madrid



Moussa Mara

Premier Ministre du Mali (2014-2015)
et Membre du Club de Madrid



Jigmi Yoser Thinley

Premier ministre du Bhoutan (2008-2013)
et Membre du Club de Madrid



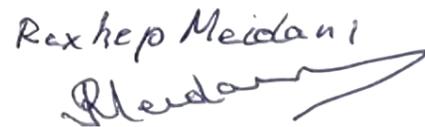
Percival James Patterson

Président de la Jamaïque (1996-2002)
et Membre du Club de Madrid



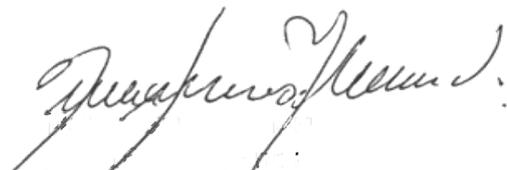
Mehdi Jomaa

Premier Ministre de Tunisie (2014)
et Membre du Club de Madrid



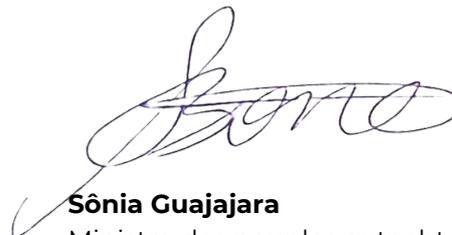
Rexhep Meidani

Président de l'Albanie (1997-2002)
et Membre du Club de Madrid



Maria Susana Muhamad

Présidente du COP16 et Ministre de
l'Environnement de la Colombie (2022-2025)



Sônia Guajajara

Ministre des peuples autochtones du Brésil